

AVEC LES SABLES BITUMINEUX,

TOTAL

**INVENTE LA
DESTRUCTION
DURABLE**

GREENPEACE





Avec les sables bitumeux,

TOTAL INVENTE LA DESTRUCTION DURABLE

Introduction

Au moment où les dirigeants du monde entier se préparent pour les négociations cruciales de la Conférence de Copenhague sur le climat, les scientifiques affirment qu'il est urgent de réduire de façon significative les émissions mondiales de gaz à effet de serre si l'on veut éviter le chaos climatique¹.

Les pays industrialisés doivent s'engager sans délai à faire diminuer leurs émissions d'au moins 40 % d'ici à 2020, par rapport aux niveaux de 1990.

Pour atteindre cet objectif, il faut en finir avec les combustibles fossiles et s'orienter vers un futur énergétique propre rimant avec protection de l'environnement, sobriété énergétique et investissements en faveur des énergies renouvelables². Ce changement doit être instigué par l'adoption de politiques économiques progressistes, la mise en place de réglementations nationales contraignantes et la conclusion d'accords internationaux qui tiennent compte du contexte propre à chaque pays et de leurs responsabilités partagées. Au vu de l'importance des enjeux, le monde entier aura les yeux rivés sur Copenhague.

Le pétrole des sables bitumineux, hydrocarbure le plus « sale » du monde, n'a pas sa place dans un futur énergétique propre. De nombreux groupes et intérêts européens investissent et se positionnent sur ce nouveau marché international du pétrole dans la région de l'Alberta (nord-ouest Canadien), du Venezuela ou d'ailleurs. Ils y voient une nouvelle ressource prometteuse, misent sur un prix du baril élevé, qui justifie les investissements monumentaux nécessaire à l'exploitation de ce pétrole le plus sale mais aussi le plus cher à produire de la planète.

Au-delà de ses conséquences dangereuses sur les changements climatiques, l'exploitation quotidienne des sables bitumineux provoque une catastrophe écologique inévitable, la dégradation des sols, la destruction des forêts et la pollution des eaux.

Parmi les entreprises impliquées dans le développement de la désastreuse exploitation des sables bitumineux canadiens, on trouve Total SA. Cinquième groupe pétrolier mondial et première capitalisation boursière française, Total S.A. s'est jeté dans cette course folle au pétrole le plus sale

et destructeur de la planète. L'entreprise française a déjà investi au Canada plus de 6 milliards de dollars et projette d'investir plus de 20 milliards de dollars dans les 20 prochaines années dans les sables bitumineux partout dans le monde et notamment à Madagascar.

Greenpeace dénonce la fuite en avant que représente ces nouveaux eldorados pétroliers et interpelle les leaders mondiaux sur la responsabilité des États quant aux agissements de groupes multinationaux – fussent-ils privés – dans des activités aussi criminelles que l'exploitation des sables bitumineux. Quel que soit l'accord qui sera signé à Copenhague, les efforts même maigres des États pourraient être totalement sapés si de tels projets devaient se poursuivre avec les émissions de gaz à effet de serre qui les accompagnent. Alors qu'on parle depuis plus d'un an d'un retour à la régulation et à la moralisation du capitalisme, Greenpeace tient à interpeler fortement les leaders mondiaux, parmi lesquels le président français Nicolas Sarkozy sur l'absence totale d'intervention des États, complices et parfois clients de crimes climatiques majeurs comme les sables bitumineux.

1 MIT News, Climate change odds much worse than thought, 19 mai 2009.
<http://web.mit.edu/newsoffice/2009/roulette-0519.html>

2 Scénario Révolution énergétique :
<http://blog-s.greenpeace.fr/documents/revolution-energetique-synthese-francais.pdf>

L'exploitation des sables bitumineux d'Alberta : un crime climatique et environnemental absolu

Les sables bitumineux : une usine à gaz pour produire du pétrole

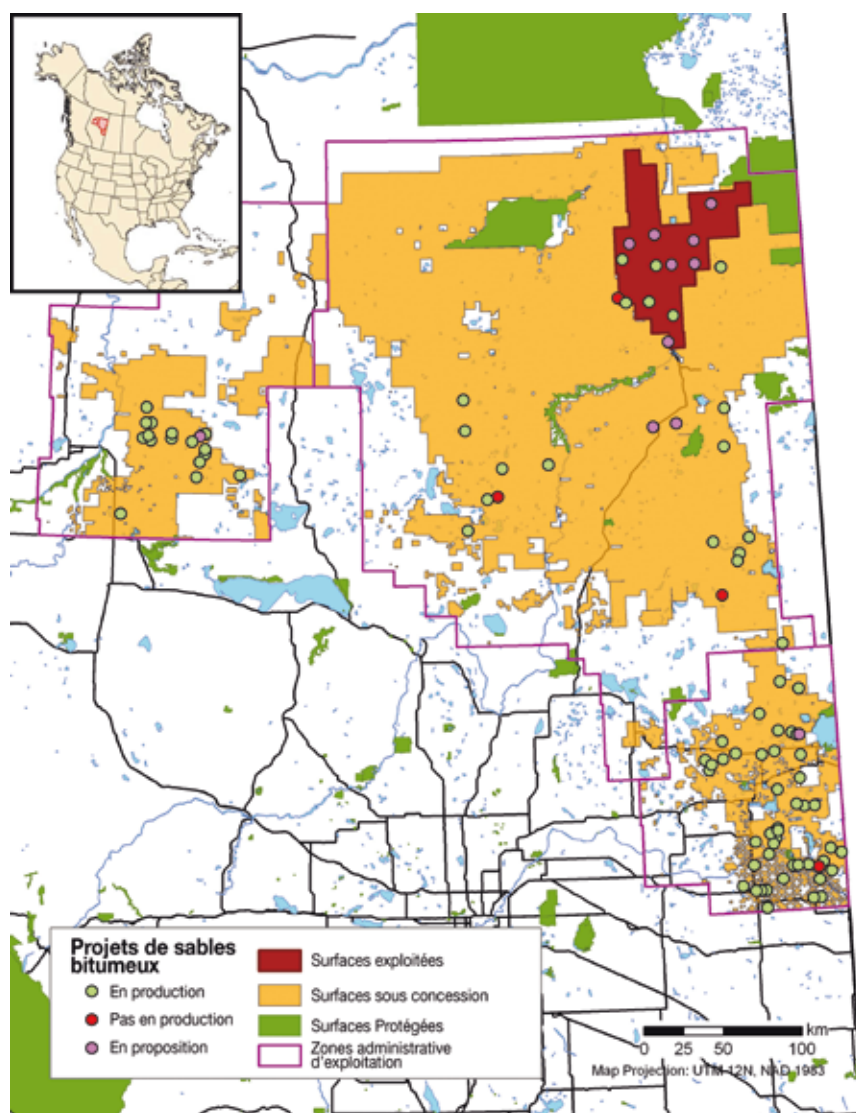
Exploiter les sables bitumineux est la façon la plus chère, la plus sale et la plus énergivore de produire du pétrole.

Le pétrole des sables bitumineux se caractérise avant tout par sa mauvaise qualité, et consiste en un bitume très visqueux et lourd, aggloméré avec du sable ou du schiste. Les sables peuvent être exploités en surface dans des mines à ciel ouvert ou dans des gisements souterrains dits «in situ». La technologie utilisée dépend de la profondeur des réservoirs. Si 20 % des réserves de sables bitumineux sont assez proches de la surface (moins de 70 mètres) pour être extraits à l'aide de pelles mécaniques et de camions géants, les 80 % restants, plus profonds, doivent être récupérés grâce à des techniques de forage spécifique : le bitume est chauffé, par injection de vapeur ou de solvants, afin d'être fluidifié et pompé vers les installations de surface. L'exploitation à ciel ouvert se caractérise par une entreprise de déforestation de grande ampleur et de creusage à l'aide d'engins géants (capacité de charges de 400 t), les couches supérieures de terre devant en effet être supprimées pour excaver le minéral. Le processus «in situ» repose sur le forage de trous pour injecter de la vapeur dans les sols. Le bitume est alors chauffé par la vapeur pour le rendre moins visqueux afin de l'extraire vers la surface. Dans les deux techniques et une fois en surface, le sable est mélangé avec de l'eau chaude pour le transformer en véritable boue qui finira en phase de décantation. Le propane ou le butane sont souvent préalablement utilisés pour diluer le bitume et le rendre moins visqueux afin de l'amener vers les installations.

Le pétrole des sables bitumineux, hydrocarbure le plus coûteux du marché avec un prix oscillant entre 60 et 85 dollars le baril, s'avère une piètre alternative au pétrole conventionnel³. La certitude d'un avenir où le pétrole sera cher justifie tous les investissements.

En 2007, ce sont déjà 420 km² de terres qui avaient

au total été ravagés par les mines à ciel ouvert et autres activités liées aux sables bitumineux, soit l'équivalent d'une superficie supérieure à 58 000 terrains de football.



Gaspillage et pollution des eaux

Certaines études signalent qu'il faut jusqu'à 6,2 barils d'eau pour produire un baril de pétrole, et que 25 % de cette eau n'est pas recyclable⁷.

L'extraction des sables bitumineux en Alberta nécessite – et donc pollue – 349 millions de mètres cubes d'eau par an environ. C'est 62 % de plus qu'une ville comme Berlin (3,4 millions d'habitants)⁸. Dans la plupart des cas, il s'agit d'eau provenant de rivières détournées pour les besoins de l'activité. Les eaux utilisées dans l'extraction

Un besoin insatiable en énergie : du gaz ou du nucléaire pour produire du pétrole

L'exploitation des sables bitumineux d'Alberta consomme plus de gaz naturel que pratiquement tout autre secteur industriel, et « cannibalise¹¹ » littéralement les réserves canadiennes de gaz naturel.

En 2007, 13% de la consommation en gaz naturel du Canada était destiné à l'exploitation des sables bitumineux. Ce gaz alimente des centrales de production d'électricité, qui sont elles-mêmes

indispensables à l'extraction puis aux différentes et complexes étapes de transformation des sables bitumineux en pétrole.

La demande en électricité et les profits escomptés sont tels qu'ils justifient tous les investissements. En 2007, le Parlement canadien a fait savoir **qu'il faudrait 20 réacteurs nucléaires pour remplacer la consommation de gaz et répondre à la production anticipée de pétrole d'ici à 2015¹².**

D'après le Canadian Energy Research Institute (CERI), un groupe de réflexion basé à Calgary, 25 réacteurs nucléaires produisant de la vapeur et de l'électricité seront nécessaires d'ici à 2025 pour assurer la production de bitume¹³. Plusieurs entreprises, au rang desquelles le géant nucléaire français Areva, ont fait savoir qu'elles étaient intéressées par la construction

de plusieurs réacteurs nucléaires à proximité des projets d'exploitation de sables bitumineux¹⁴. Afin de produire 200 000 barils par jour à partir d'un générateur de vapeur, Total S.A. estime qu'il faut générer 3 300 tonnes métriques de vapeur par heure, soit l'équivalent d'une centrale électrique de 2 600 mégawatts. Les centrales nucléaires produisent en général 3 000 mégawatts¹⁵.

Pour produire un baril de pétrole, il faut deux tonnes de sables bitumineux⁴, plus de cinq barils d'eau et l'équivalent en gaz naturel de la consommation d'un foyer pendant une journée et demi⁵. La production d'un baril de sables bitumineux est trois à cinq fois plus émettrice en gaz à effet de serre qu'un baril de pétrole conventionnel⁶.

du bitume sont contaminées, notamment par des métaux lourds. Ces eaux et ces boues toxiques sont stockées dans d'immenses bassins de décantation, avec un risque avéré d'infiltration et de contamination de la nappe phréatique (susceptibles de favoriser l'apparition de cancers et de leucémies⁹). En Alberta, les mines à ciel ouvert ont créé de véritables lacs de déchets miniers recouvrant une superficie de 130 km² et comptant parmi les plus grands du monde¹⁰.

4 http://en.wikipedia.org/wiki/Oil_sands#Land

5 D. Woyonolowicz et al., Oil sand Fever. The Environmental Implications of Canada's Oil sand Rush, Drayton Valley, Alberta, The Pembina Institute, 2005.

6 Greenpeace, BP and Shell: Rising Risks in Tar Sands Investments, septembre 2008.

7 <http://www.greenpeace.org/raw/content/norway/press/reports/bp-and-shell-rising-risks-in-pdf>

8 <http://mappemonde.mgm.fr/num15/articles/art07304.pdf>

9 Berlin-Brandenburg, Amt fuer Statistik (31/12/2008).

10 <http://www.ababord.org/spip.php?article225>

11 Randy Mikula et al., Water Use in Bitumen Production: Tailings Management in Surface Mined

Oil Sands, Petroleum Society paper 2008-097. Voir également : http://www.ercb.ca/portal/server.pt/gateway/PTARGS_0_0_303_263_0_43/http%3BercbContent/publishedcontent/publish/ercb_home/news/news_releases/2008/nr2008_14.aspx

12 Le « cannibalisme énergétique », terme utilisé pour la première fois par J.M. Pearce à Queen's University, désigne le phénomène qui survient lorsque la croissance rapide d'un système

énergétique « crée un besoin en énergie qui utilise ou « cannibalise » l'énergie des centrales ou installations de production d'énergie existantes. »

Voir : <http://me.queensu.ca/people/pearce/publications/documents/asp3.pdf>

13 Lee Richardson (Président), Les sables bitumineux : vers un développement durable ?, Rapport du Comité permanent des ressources naturelles, Chambre des Communes, 39ème Législature, 1ère Session, mars 2007, p. 29.

<http://cmte.parl.gc.ca/Content/HOC/committee/391/mnr/reports/rp2614277/mnrp04/mnr04-f.pdf>

14 David McColl, Green Bitumen: The Role of Nuclear, Gasification and CCS in Alberta's Oil Sands, Summary Report, Canadian Energy Research Institute, Study N°119, février 2009.

15 Geoffrey Scotton, "Global Nuclear Firms Eye Province", in Calgary Herald, 29 mars 2008.

16 Total S.A., Extra-Heavy Oils and Bitumen: Reserves for the Future, 2006, p. 24.

[\[http://www.total.com/static/en/medias/topic1026/Extra-heavy-oils-and-bitumen_2007.pdf\]](http://www.total.com/static/en/medias/topic1026/Extra-heavy-oils-and-bitumen_2007.pdf)

Destruction des forêts et pollutions durables

Dans l'ouest du Canada, les sables bitumineux entraînent une pollution atmosphérique à l'origine de pluies acides, phénomène qui n'avait jamais été constaté dans la région auparavant¹⁶. L'apparition de cas de cancers rares et de maladies auto-immunes au sein d'une communauté autochtone (peuples des Premières Nations) établie en aval d'une exploitation en Alberta reste inexplicée à ce jour¹⁷.

De plus, l'exploitation des sables bitumineux en Alberta a déjà occasionné la perte de 3000 km² de forêt boréale¹⁸. Si l'expansion de la production de pétrole à partir de ces sables continue, c'est jusqu'à 150 000 km² de terre qui seront menacés (un quart de la France métropolitaine)¹⁹.

Chronique d'une catastrophe climatique annoncée

Le pétrole, après raffinage, est bien entendu consommé par les utilisateurs finaux, générant ainsi de grandes quantités d'émissions supplémentaires correspondant à quatre fois celles rejetées au cours de la phase d'extraction²⁰. Si tous les projets de développement canadiens aboutissent, les émissions annuelles des sables bitumineux se monteront dans deux ans à 320 millions de tonnes de CO₂ – soit plus qu'un pays entier comme la Pologne, qui émet 318 millions de tonnes chaque année²¹. Dans le même temps, les émissions annuelles devraient atteindre 80 millions de tonnes de CO₂, du seul fait des activités d'extraction²².

L'extraction du pétrole à partir des sables bitumineux engendre 45 % de gaz à effet de serre en plus par rapport à la production classique de pétrole. En d'autres termes, la production d'un baril de sables bitumineux est trois à cinq fois plus émettrice en gaz à effet de serre qu'un baril de pétrole conventionnel²³.

Par ailleurs, l'exploitation des gisements de sables bitumineux au nord du Canada a déstabilisé l'une des plus grandes réserves mondiales de carbone : la forêt boréale. On estime que cette forêt, véritable « poumon de la planète » occupant 35 % du territoire canadien,

stocke à l'heure actuelle 186 milliards de tonnes de carbone.

Si le potentiel des sables bitumineux canadiens étaient pleinement exploité, les zones de tourbes et de forêts subiraient une fragmentation et une érosion sur une surface équivalente à celle de l'Angleterre (60 % de cette surface a déjà été accordée à des compagnies pétrolières sous forme de concessions).



16 Michael Moran et al., Predicted Acid Deposition Critical-Load Exceedances across Canada from a One Year Simulation with a Regional Particulate-matter Model, Environment Canada, 2008. Voir également : Julian Aherne, Calculating Critical Loads of Acid Deposition for Forest Soils in Alberta, Conseil canadien des ministres de l'environnement, 2008.

17 Alberta Cancer Board, Cancer Incidence in Fort Chipewyan, Alberta, 1995-2006, février 2009.

18 Libération, « Au Canada, le sale coût du pétrole des sables », 29/06/2007

19 Source : Pembina Institute

20 Timothy J. Skone et Kristin Gerdes, Development of Baseline Data and Analysis of Life Cycle Greenhouse Gas Emissions of Petroleum-Based Fuels, ministère américain de l'Énergie / Laboratoire national américain de technologie énergétique, 2008, ES-2.

21 <http://www.netl.doe.gov/energy-analyses/pubs/NETL%20LCA%20Petroleum-Based%20Fuels%20Nov%202008.pdf>

22 United Nations Framework Convention on Climate Change GHG emission data

23 <http://www.greenpeace.org/canada/en/campaigns/tarsands/threats/climatechange>

24 Greenpeace, BP and Shell: Rising Risks in Tar Sands Investments, op.cit.

L'Europe, cliente et complice du crime climatique

Les nouveaux circuits du pétrole le plus sale de la planète

La majorité du pétrole brut provenant de l'Alberta est acheminée par des oléoducs vers des raffineries situées aux États-Unis. L'appétit des États-Unis pour le pétrole est insatiable : ils consomment plus de 20 millions de barils par jour, soit près de 25 % de la production mondiale. L'Oncle Sam importe actuellement 10 millions de barils par jour environ, dont une partie en augmentation constante provient des exploitations de sables bitumineux.

En suivant le cheminement complexe du pétrole depuis le nord de l'Alberta jusqu'aux raffineries situées à proximité du golfe du Mexique et de la Californie, Greenpeace a démontré que le bitume extrait des sables est actuellement transporté de l'Alberta, à

travers un réseau d'oléoducs et de lignes maritimes, vers des raffineries implantées dans le sud des États-Unis et la Californie, qui exportent à leur tour à destination des marchés européens via certains ports (Amsterdam, etc.).

Des solutions existent : la Californie sur le point de bannir le pétrole « bitumineux »

En avril 2009, le California Air Resources Board (CARB)²⁵ a adopté une réglementation intitulée « Low Carbon Fuel Standard » (LCFS). Destinée à entrer en vigueur pour l'année 2011, elle prévoit la réduction de 10 % d'ici à 2020 des émissions de gaz à effet de serre attribuables au secteur des transports californiens : de l'extraction à la consommation en passant par la transformation du produit. Le dispositif vise une baisse de 16 millions de tonnes de GES par an au minimum²⁶. Les nouvelles dispositions envisagent notamment le remplacement de 20 % du pétrole d'ici 2020 par des carburants propres.

« Cette nouvelle norme signifie que nous pouvons commencer à briser notre dépendance au pétrole qui dure depuis trop longtemps²⁷ ».

Indirectement, ces objectifs mettent un terme à toute perspective de nouveaux contrats d'approvisionnement en carburants non conventionnels, plus polluants à produire, à l'image des sables bitumineux du Canada.

« Le Canada se préoccupe de l'incidence que la loi aura sur le pétrole du Canada, en particulier celui extrait des sables bitumineux [...] La démarche que propose le projet pourrait se traduire par une discrimination contre le pétrole brut canadien au profit d'autres sources de pétrole brut²⁸ ».

Les pays européens, au premier rang desquels la France, pourraient s'inspirer de la décision californienne et ainsi instaurer plus de cohérence entre des discours ambitieux sur le climat et des actions notamment à l'encontre de certaines entreprises.

Les groupes et intérêts européens misent sur un crime climatique

Les exportations de pétrole brut de l'Alberta ont explosé de plus de 120 % entre 2002 et 2007. Environ 50 % de ces exportations sont destinés aux Pays-Bas, le reste étant exporté vers le Royaume-Uni, l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne et la France principalement.

L'Europe prétend être le leader mondial de la lutte contre les changements climatiques. Cependant, d'après les recherches menées par Greenpeace, les institutions financières et les entreprises européennes investissent des milliards de dollars pour accélérer l'extraction et l'exportation du pétrole des sables bitumineux canadiens.

L'expansion continue des exploitations de sables bitumineux sape toute action effective visant à lutter contre la crise du climat. Les gouvernements européens ne peuvent prétendre assumer le leadership du combat contre le dérèglement climatique alors même que les entreprises et les organismes financiers européens se rendent complices de l'un des plus gros crimes perpétrés à l'encontre du climat.

De nombreuses banques, fonds communs de placement, fonds de pension et organismes de prêt européens soutiennent ce marché²⁴.

Grace à ces mécanismes de financement, les poids-lourds du pétrole, parmi lesquels le norvégien Statoil, le néerlandais Royal Dutch Shell, et surtout le groupe français Total sont en mesure d'acquiescer de nouvelles parts de marché ou plus directement de nouvelles concessions de sables bitumineux tout en développant de plus en plus rapidement les infrastructures de pipelines reliant les gisements aux raffineries américaines, avant l'exportation vers l'Europe.

Par exemple en 2008, lorsque Total envisageait de faire une offre d'achat dite « amicale » sur l'un des principaux prospecteurs canadiens de sables bitumineux (Nexen), la compagnie bénéficiait d'un soutien financier de 9,5 milliards de dollars de la part de la Société Générale, de HSBC, de BNP Paribas, de RBS et du Crédit Agricole SA. Cette tentative de rachat représentait la plus grosse opération de croissance externe du groupe Total depuis le rachat d'Elf²⁴.

24 Le Figaro, « Total convoiterait Nexen pour 12,4 milliards d'euros », 03/12/08/
http://marches.lefigaro.fr/stocks/actualites.html?ID_NOTATION=4925967&ID_NEWS=90681792&LANG=fr
25 Organisme chargé des questions de qualité de l'air en Californie
26 <http://www.journalmetro.com/ma%20vie/article/219510--coup-dur-pour-les-sables-bitumineux>
27 Propos de Mary Nichols, directrice du California Air Resources Board.
28 Propos de Marc LePage, Consul général, Consulat général du Canada, San Francisco | Silicon Valley

Avec les sables bitumeux, Total invente la destruction durable

De nombreuses entreprises établies dans l'Union européenne investissent déjà massivement dans l'industrie des sables bitumeux.

Total S.A., à l'image de ces concurrentes, s'est lancée dans une course effrénée aux nouvelles ressources pétrolières et donc aux sables bitumeux. La compagnie française, au chiffre d'affaires de 180 milliards d'euros en 2008, a décidé d'investir tous azimuts dans les sables albertains : opérateur direct, opa, participations croisées, propriété partielle de projets, etc.

Le groupe Total S.A. propose d'investir 10 milliards de dollars dans des projets d'exploitation de sables bitumeux au cours de la prochaine décennie et 20 milliards de dollars dans les 20 prochaines années, convaincu que les réserves mondiales de pétrole conventionnel sont au bord de l'épuisement²⁹.

« En 2020, nous devrions produire environ 250 000 barils par jour en propre. Probablement un petit 10 % de la production globale du groupe à cette date. »

Michael Borrell, président de Total Canada

Total S.A., troisième compagnie pétrolière européenne, a déjà investi plus de 2,5 milliards de dollars dans la propriété partielle de trois projets d'exploitation de sables bitumeux. L'été dernier, l'entreprise a tenté d'acquérir le géant canadien des sables bitumeux UTS Energy Corp, pour un montant de 830 millions de dollars³⁰.

Christophe de Margerie, patron du groupe, concède que les projets « énergivores » de la compagnie pétrolière dégagent une quantité importante de gaz à effet de serre, précisant toutefois que « le marché ne peut pas se permettre de tourner le dos aux vastes ressources canadiennes³¹ ». Le dirigeant admet que « la recherche et la mise en production de ces ressources soulèvent des difficultés au plan environnemental que Total prend très au sérieux », mais pas au point de remettre en cause l'idée du développement de l'exploitation des sables bitumeux.

Et le Directeur Général d'exploitation et de production de Total de justifier ces massifs investissements par la certitude d'une tendance haussière du baril de pétrole à l'avenir. En somme, le consommateur final, mais surtout l'environnement et le climat seront les grands perdants de la nouvelle stratégie industrielle de groupes comme Total S.A.

« Nous considérons que l'évolution de l'offre et de la demande de pétrole justifiera des prix élevés, et dans ces conditions, l'exploitation des sables bitumeux est justifiée. »

**Louis Darricarrère,
Directeur général exploration
et production de Total**

Total investit dans le sale pétrole albertain...

• **Total S.A. est opérateur à 74 % de la mine à ciel ouvert Joslyn** (Athabasca) dont les réserves sont estimées à deux milliards de barils, exploitable pendant 30 ans à une cadence de 100 000 barils par jour (b/j). L'objectif annoncé est d'arriver aux 230 000 b/j. L'exploitation a débuté en 2006 pour un investissement de Total de quatre milliards de dollars³². Il s'agissait d'un projet pilote de récupération de bitume par injection de vapeur in situ. La vapeur produite a creusé un cratère de 300 mètres en pleine forêt. Le projet fut mis en veille par la suite, en raison de son intensité énergétique croissante³³.

• **Total S.A. détient 60 % des parts du projet Northern Lights** (dont les ressources sont estimées à plus de un milliard de barils). Total y a déjà investi 3,3 milliards de dollars³⁴.

• **Total S.A. détient 50 % de l'exploitation de Surmont** qui couvre plus de 544 km² de la région d'Alberta. La production est actuellement de 25 000 b/j, mais Total estime que la production a un potentiel optimal de 200 000 b/j à hauteur d'une durée d'exploitation de 30 ans... La compagnie espère atteindre les 110 000 b/j. La production commerciale du projet de Surmont a démarré en décembre 2007³⁵.

• **Total tente depuis le début de l'année une OPA sur le groupe canadien UTS** spécialisé dans l'exploitation... des sables bitumeux au Canada (500 millions d'euros environ).

...et ailleurs...

Dans cette fuite en avant que constitue la course aux nouvelles ressources pétrolières, Total expérimente, investit et se positionne partout sur ces nouveaux marchés des sables bitumeux, véritables fossoyeurs du climat. Par exemple, **Total a acquis 50 % d'American**

29 Id.
<http://v1.theglobeandmail.com/servlet/story/RTGAM.20090515.wcover0515/BNStory/energy/>

31 Total S.A., entretien avec Christophe de Margerie, 2007. http://www.total.com/static/en/medias/topic1612/TOTAL_csr_en_2007_itw_margerie.pdf.

32 Op.cit 6.

33 Voir : Office de conservation des ressources énergétiques, In Situ Progress Report—Deer Creek. <http://www.ercb.ca/docs/products/osprogressreports/2006/2006AthabascaDeerCreekJoslynCreekSAGD9272.pdf>

34 Source Total Canada : <http://www.total-ep-canada.com/about/index.html>

35 Voir : communiqué de presse de Total Canada, « Démarrage de la production commerciale du projet de sables bitumeux de Surmont », 11/12/2007. http://www.total.com/fr/group/activities/upstream/exploration_production/main_projects/sincor_667.htm

les projets malgaches du géant pétrolier français Madagascar, nouveau paradis des compagnies pétrolières

Madagascar, l'un des pays les plus pauvres du monde, ne cache plus ses ambitions en matière d'énergie fossile. Malgré l'instabilité politique de ces dernières années, le pouvoir en place n'a pas renoncé à faire de l'île un pays producteur de pétrole. Soutenu par son Office des mines nationales et des industries stratégiques (OMNIS) et le gouvernement norvégien qui a offert plus de six millions de dollars pour aider au développement de l'exploitation pétrolière malgache, les structures juridico-institutionnelles se mettent progressivement en place : projet de révision du Code du pétrole, mise en place d'un fonds pétrolier, prévision d'un impôt direct dans la loi de finances.

Les ambitions malgaches sur le marché de l'« or noir » reposent principalement sur six zones dont les autorisations d'exploiter sont détenues par la société Madagascar Oil Ltd³⁹ : Manambolo, Morondava, Manandaza, Majunga, Bemolanga et Tsimiro. Les quatre premiers sites, caractérisés par la présence de pétrole et de gaz, sont déjà en phase de travaux d'exploitation. Les régions voisines de Bemolanga et de Tsimiro constituent les deux réserves de sables bitumeux de l'île.

vénézuélienne durant 20 ans, à condition de prendre à leur charge les coûts d'exploitation³⁷.

« Le pétrole « facile » appartient pour l'essentiel au passé. Pour relever de nouveaux défis [...] Total mobilise des investissements considérables aux plans humain, financier et technologique. C'est encore plus vrai pour valoriser d'autres hydrocarbures non conventionnels sur lesquels le Groupe prend des positions dans une perspective de long terme [...] » Extrait du rapport Environnement et société 2008 de Total³⁸

Total ne viendra pas chez vous par hasard

À Madagascar, c'est le site de Bemolanga qui attire toutes les convoitises : situé à moins de 300 km au nord-ouest de la capitale Antananarivo, il constitue avec ses trois milliards de tonnes de bitume disponibles, dont 600 millions exploitables à ciel ouvert sur une superficie d'environ 6 500 km², l'un des gisements inexploités de sables bitumeux les plus importants au monde.

La compagnie Madagascar Oil est détentrice du permis d'exploiter Bemolanga depuis 2004⁴⁰. Le groupe Total était en négociation depuis 2006 pour obtenir 60 % de la

Shale Oil (AMSO), pour développer un procédé de valorisation des schistes bitumineux au Colorado³⁶.

D'après le Wall Street Journal, la Chine, le Venezuela et Total sont en pourparlers concernant l'exploitation d'un gisement de sable bitumeux au Venezuela. Ce dernier serait principalement exploité par Total et fournirait 200 000 barils de pétrole par jour à destination de la Chine. Pour un milliard de dollars d'investissement, Total et la China National Petroleum Corporation se partageraient 40 % de la production totale

concession. Selon l'agence Africa Energy Intelligence (AEI), l'ancien président, Marc Ravalomanana, ne soutenait pas le projet de Total⁴¹, privilégiant la piste d'une acquisition de la compagnie China National Petroleum Corp. M. Ravalomanana avait toujours soutenu l'idée de mettre en concurrence les groupes français, omniprésents sur l'île, avec des compagnies non européennes (principalement américaines, canadiennes, sud-africaines et asiatiques). Selon l'AEI, c'est à l'occasion d'une rencontre avec Angela Merkel, en avril 2008, que l'ancien président malgache s'est ouvert aux négociations. Sans qu'il soit prévu à l'agenda présidentiel français, M. Ravalomanana était reçu par Nicolas Sarkozy le 12 avril 2008.

En septembre 2008, le groupe Total faisait l'acquisition de 60 % du permis tant convoité⁴².

Deux raisons principales expliquent cet accord : d'une part, le droit malgache ne permet pas aux sociétés étrangères d'acquiescer directement l'autorisation d'exploiter les ressources naturelles de l'île. Total doit donc passer par l'opérateur national. D'autre part, l'exploitation du site, envisagée sur une période de 30 ans, est onéreuse. L'investissement de départ est évalué à 140 millions de dollars.

Pour le PDG de Madagascar Oil, Sam Malin, un tel projet ne peut être rentable qu'avec des ressources pétrolières avoisinant 400 millions de barils et un niveau de production de 1000 barils par jour. Avant d'atteindre ces objectifs, Total souhaite de son côté s'assurer du potentiel d'exploitation à grande échelle du gisement, et prévoit donc une première phase de forage à faibles profondeurs.

Total, un criminel climatique qui tente de verdir sa communication

En 2006, les émissions de gaz à effet de serre de Total ont été estimées à plus de 57 millions de tonnes de CO² par an, avec une croissance de 0,6 % par an en moyenne⁴³.

Pourtant, la compagnie ne cache pas sa stratégie d'expansion en projetant une croissance annuelle de 4 % d'augmentation dans sa production d'hydrocarbure, « soit deux fois plus que la croissance de la demande énergétique mondiale déjà géologiquement et climatiquement insoutenable⁴⁴ ». La compagnie souhaite, à terme, que l'exploitation des sables bitumeux atteigne 10 % de la production totale actuelle du groupe.

Parallèlement, Total investit depuis des années dans

36 http://www.total.com/static/fr/medias/topic3607/TOTAL_csr_2008_ressources_non_renouvelables.pdf

37 <http://online.wsj.com/article/SB123970674530016723.html>

38 Rapport Total, « Rapport Environnement & Société 2008 » Rapport global : http://www.total.com/static/fr/medias/topic3607/TOTAL_csr_2008.pdf

39 Madagascar Oil Ltd est un groupe originellement basé à Houston dont on retrouve une trace aux Bermudes...

40 Le Figaro, « Total investit à Madagascar », 17 septembre 2008. <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2008/09/17/01011-20080917FILWWW00538-total-investit-a-madagascar.php>

41 Africa Energy Intelligence, « Contrat très politique pour Total », AEI, n°590, 15 octobre 2008.

42 Id.

43 Les Amis de la Terre, Total, la mise en examen, Rapport de synthèse, mai 2008. http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/synthese_ATF_Total_La_mise_en_examen.pdf

44 Les Amis de la Terre, Total aggrave son cas. http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/ATF_4p_Total_aggrave_son_cas.pdf

des campagnes de communication mettant en avant de manière éhontée et disproportionnée ses investissements dans les énergies renouvelables.

L'énergie solaire représente 0,006 % de la production énergétique de la compagnie – soit environ 0,06 % du chiffre d'affaires consolidé du groupe en 2007⁴⁵.

Or, fin 2007, les investissements de Total dans l'éolien se résument à une centrale de cinq turbines pour un investissement de 15 millions d'euros⁴⁶, soit environ 0,0015 % de la production énergétique fossile du groupe en 2007⁴⁷. De facto, l'aboutissement des différents projets éoliens actuels de Total ne correspondra qu'à une économie de 100 000 tonnes de CO² par an⁴⁸ sur les 57 millions émis par la compagnie.

Les énergies marines ne constituent que 0,0001 % de la production énergétique de Total, correspondant à 0,025 % environ des investissements totaux du groupe⁴⁹.

En 2008, le chiffre d'affaires de Total avoisinait les 180 milliards d'euros⁵⁰ et les investissements bruts les 13,6 milliards d'euros⁵¹. Le groupe Total **a prévu d'investir** 250 millions d'euros dans les énergies renouvelables⁵² d'ici à 2010...

Captage de CO₂ : la fausse solution avancée par Total pour justifier ses projets « climaticides »

La compagnie TOTAL justifie sa stratégie d'expansion dans les sables bitumineux en spéculant sur l'arrivée rapide des technologies de captage et stockage de carbone. (CSC). Cette dernière est présentée comme LA solution aux impacts sans équivalent des émissions liées à la production de ce pétrole non conventionnel. Pourtant sur le terrain, rien n'est effectif : TOTAL a seulement lancé en 2009 son propre projet expérimental à Lacq dans le sud ouest de la France sur une centrale thermique gaz⁵³. Loin donc des contraintes attachées à l'exploitation des sables. Comment alors penser l'adaptation du CSC à une filière aussi énergivore que celle des sables bitumineux alors qu'il est avéré que la technologie consomme entre 10% et 40% de l'énergie produite par une seule centrale. Une perte énergétique de 20 % implique la construction d'une nouvelle centrale électrique pour quatre centrales

existantes⁵⁴. Et quand bien même, nous savons très bien que « *Le CSC arrive beaucoup trop tard sur le champ de bataille pour aider le monde à éviter les dangers des changements climatiques*⁵⁵ ».

Conclusion

Le remplacement des huiles légères bon marché par le pétrole « sale » extrait des sables bitumineux aura un impact catastrophique à l'échelle mondiale, à la fois sur le climat et sur l'économie. Le développement rapide de l'industrie des sables bitumineux a contribué à collectiviser les coûts environnementaux et à privatiser les profits réalisés par les grandes compagnies pétrolières. Le Canada n'a pas exigé la réalisation d'un bilan carbone, ni obligé les entreprises impliquées à rendre des comptes.

Les compagnies pétrolières européennes investissent dans les sables bitumineux pour assurer leur propre pérennité, aux dépens de l'air que nous respirons et de l'équilibre climatique de la planète. Les émissions de gaz à effet de serre liées aux projets albertains dépasseront bientôt celles de nombreux pays européens.

Pourtant l'ampleur des impacts climatiques liés à l'exploitation des sables bitumineux a sans doute été largement sous-estimée. La destruction des réserves de carbone, causée par les générateurs de vapeur, les activités minières et les infrastructures de gaz naturel, n'a en effet pas été totalement prise en compte.

Le développement des sables bitumineux - autorisé par un gouvernement canadien complaisant, financé par les compagnies pétrolières américaines et européennes, à l'exemple de Total, et soutenu par le marché et les investissements européens - constitue l'un des plus importants crimes climatiques de la planète.

À moins de 80 jours de la Conférence de Copenhague, la question de la responsabilité des entreprises et des groupes multinationaux comme Total S.A. dans la crise climatique reste posée.

Comment réduire les émissions de gaz à effet de serre suffisamment et à temps pour rester sous la barre des 2°C d'augmentation des températures ? Ceci tandis que des compagnies investissent dans un crime climatique comme les sables bitumineux ? Comment les chefs d'État européens peuvent – à l'image du Président français Nicolas Sarkozy – se targuer d'être leaders sur le front climatique alors qu'ils laissent des groupes et entreprises agir en toute impunité ?

45 Explication du calcul : 50 % x 140 M. + 47,8 % x 67 M. = environ 98 M. de chiffre d'affaires imputable pour Total en 2007 compte-tenu des participations, à comparer aux 158 G. de CA consolidé de Total la même année (source : Les Amis de la Terre)

46 Voir communiqué de presse de Total, « Total inaugure sa première centrale éolienne sur le site de la raffinerie des Flandres à Mardyck », 14/11/2003.

47 Les Amis de la Terre, Total, la mise en examen, Rapport intégral, mai 2008.

48 http://www.total.com/fr/responsabilite-societale-environnementale/futur-energetique-1/energies-renouvelables_8872.htm

49 Op.cit. 15

50 En termes de capitalisation boursière, Total est la 4ème entreprise pétrolière mondiale, la première entreprise française (tous secteurs confondus) depuis l'été 2000, et la 4ème entreprise européenne (derrière les anglais et néerlandais BP, Shell, HSBC et Vodafone). (Source : Les Amis de la Terre)

51 Source Total : http://www.total.com/static/fr/medias/topic2247/Total_en_2008_chiffres_cles.pdf

52 Source Total : http://www.total.com/fr/press/press_releases/pr_2005/050916_programme_investissements_france_7921.htm

53 Les autres projets dans le monde sont aussi en phase expérimentale.

54 Rapport Greenpeace, Pourquoi le captage et la séquestration du carbone ne sauveront pas le climat : <http://www.greenpeace.org/raw/content/france/presse/dossiers-documents/faux-espoir.pdf>

55 Programme des Nations unies pour le développement, 2007



GREENPEACE

Greenpeace est une organisation indépendante des États, des pouvoirs politiques et économiques. Son but est de dénoncer les atteintes à l'environnement et d'apporter des solutions qui contribuent à la protection de l'environnement et à la promotion de la paix.

Greenpeace France
22 rue des Rasselins
75020 PARIS
France
Tél : +33 (0)1 44 64 02 00

